
R-3773-2011 GM

DEMANDE DE MODIFICATIONS DE CERTAINES
CONVENTIONS COMPTABLES RÉGLEMENTAIRES

MÉMOIRE DE L'UMQ

Préparé par : Louis-Renault Rozéfort

18 novembre 2011

Table des matières

1. Introduction.....	3
2. L'opportunité d'adopter les PCGR des États-Unis	5
3. Les modifications demandées et leurs incidences réglementaires	11
4. Modification comptable liée aux vacances accumulées	18
5. Modification comptable liée au début et à la fin de l'amortissement des frais de développements informatiques	19
6. Modification comptable liée au début et à la fin de l'amortissement des immobilisations corporelles	20
7. Modification comptable liée à l'étape clé identifiant le début de la capitalisation	21
8. Conclusion	23

1. Introduction

1.1. Mise en situation

Dans la décision procédurale D-2011-155, la Régie a encadré les interventions dans le présent dossier.

« Il est important de noter que la présente demande porte sur les traitements réglementaires qui seront appliqués pour la préparation du dossier tarifaire 2013.

La Régie considère que le sujet principal du dossier qui lui est présenté est l'étude des modifications demandées à certains traitements réglementaires découlant du passage au référentiel des PCGR américains. Cette demande est effectuée dans le contexte d'une application des PCGR américains pour les exercices de 2013 à 2015 et d'une possible application des IFRS par la suite. Il est donc pertinent de se pencher sur le contexte et les alternatives possibles aux modifications demandées sans toutefois perdre de vue le sujet premier du dossier. »

L'UMQ entend se conformer aux directives de la Régie. D'entrée de jeu, l'UMQ reconnaît qu'il appartient aux administrateurs de Gaz Métro de décider du référentiel comptable à utiliser dans la préparation des états financiers de la Société. L'UMQ soumet que la Régie peut, selon les représentations des parties prenantes, décider de maintenir les conventions comptables réglementaires en vigueur.

Il est approprié de souligner que si Gaz Métro privilégie le recours au référentiel des PCGR (Principes comptables généralement reconnus) des États-Unis, c'est parce que ce référentiel reconnaît tout traitement approuvé par les régulateurs aux entreprises à activités réglementées. Il en découle que toutes les conventions comptables réglementaires en vigueur sont admissibles en vertu des PCGR des États-Unis. Par contre, les IFRS actuelles n'abordent pas les

pratiques comptables réglementaires; le recours aux IFRS aurait pu signifier la radiation des actifs et passifs réglementaires aux BNR (Résultat non distribué) des états financiers établis à des fins statutaires de Gaz Métro.

La demande de Gaz Métro découle davantage de la volonté d'harmoniser ses états financiers avec ceux de GMi et Valener. Les allégués suivants de la demande traduisent assez fidèlement la démarche.

« [...] afin d'harmoniser ses états financiers avec ceux de GMi et Valener, et sous réserve de la décision du directeur des corporations à intervenir, Gaz Métro appliquera les PCGR des États-Unis à compter de l'exercice financier débutant le 1^{er} octobre 2012. »¹

«Gaz Métro juge que l'exercice devant mener à la conversion éventuelle aux PCGR des États-Unis constitue un moment opportun pour implanter des modifications à certaines conventions comptables réglementaires.»²

«Gaz Métro s'adresse donc à la Régie afin qu'elle l'autorise à implanter ces modifications pour les fins de l'établissement des tarifs, [...]»³

1.2. Plan du Mémoire

Le présent mémoire va aborder :

1. L'opportunité d'adopter les PCGR des États-Unis;
2. Les modifications demandées et leurs impacts réglementaires;

¹ B-002, Allégué 16.

² Ibid, Allégué 19.

³ Ibid, Allégué 21.

2. L'opportunité d'adopter les PCGR des États-Unis

2.1. Autorisations requises pour l'usage des PCGR des États-Unis

GMI et Valener ont obtenu une exemption (applicable à Gaz Métro) des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) afin d'utiliser les PCGR des États-Unis pour les exercices 2013 à 2015 inclusivement.⁴

«The decision of the Decision Makers under the Legislation is that the Exemption Sought is granted provided that:

(a) for its financial years commencing on or after 1 January 2012 but before 1 January 2015 and interim periods therein, the Filer files its financial statements (including the financial statements of Gaz Métro included in the financial statements of the Filer) in accordance with U.S. GAAP; and

(b) information for comparative periods presented in the financial statements referred to in paragraph (a) is prepared in accordance with U.S. GAAP.» (Soulignés de l'UMQ)

Une demande d'exemption a été déposée au directeur des corporations en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par action*. Cette demande vise aussi à autoriser Valener à utiliser les PCGR des États-Unis.

L'article 71 du Règlement sur les sociétés par action de régime fédéral stipule aux paragraphes 1 et 2 :

(1) Sous réserve du paragraphe (2), les états financiers annuels mentionnés à l'alinéa 155(1)a) de la Loi doivent être établis selon les PCGR canadiens.

(2) S'agissant d'une société inscrite auprès de la SEC, les états financiers peuvent être établis selon les PCGR américains.⁵

⁴ B-0020, GM 2, document 3, Annexe A.

⁵ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2001-512/page-14.html>.

Sous réserve de l'exemption à être accordée par le directeur des corporations, l'UMQ soumet que le recours par Gaz Métro au référentiel des PCGR des États-Unis ne va pas à l'encontre de l'orientation générale de la Régie telle qu'exprimée dans la décision D-2010-020 :

«La Régie considère important de poursuivre la ligne directrice établie dans ses décisions antérieures et de maintenir, comme assise première, la compatibilité des méthodes comptables utilisées pour la fixation des tarifs avec les conventions comptables reconnues.»

Cette compatibilité n'exclut pas que :

« [...] en conformité avec les pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de la Loi, des modifications de ces règles peuvent être retenues si elle le juge nécessaire aux fins d'établir des tarifs justes et raisonnables.»⁶

Par ailleurs, l'UMQ soumet que d'autres organismes de réglementation dont les Loi constitutives sont relativement semblables à celle de la Régie, ont accueilli des demandes semblables à celle de Gaz Métro.

« Accordingly, the Commission Panel believes that US GAAP is a practical and efficient financial reporting tool and is appropriate from January 1, 2012 until January 1, 2015. By July 1, 2014, FBU is to conduct a review of the status of various accounting standards, alternatives and costs. By January 1, 2015, FBU shall file a report with the Commission, summarizing this review along with a description of FBU's proposed financial and regulatory accounting standards effective January 1, 2015, for approval. »⁷

⁶ D-2011-028, paragraphe 143.

⁷ British Columbia Utilities Commission, G-117-11, page 7

La décision, sur une demande similaire à celle de Gaz Métro, rendue par la Nova Scotia Utility and Review Board («UARB») est plus « imagée » :

«In a worst case scenario, a rate regulated entity could adopt IFRS as of January 1, 2011, and write-off all its regulated assets and liabilities. Thereafter, it is a possibility, that the IFRS may be amended, such that rate regulated assets and liabilities can be recognized, in which case the financial statements would revert back, giving a couple of years of confusing, non-comparable results. The non-recognition of regulatory assets and liabilities would also require regulated entities to maintain two sets of records: one for the published financial statements; and, one for the regulator to use in determining just and reasonable rates. »⁸

Gaz Métro a présenté les principaux avantages découlant de l'adoption du référentiel PCGR des États-Unis.⁹ Succinctement, l'utilisation des PCGR des États-Unis permet notamment, selon Gaz Métro :¹⁰

- a. le maintien de la comptabilisation des APR,
- b. de présenter des informations financières reflétant davantage la réalité économique de Gaz Métro,
- c. de présenter des informations financières comparables aux états financiers publiés antérieurement ainsi qu'à ceux publiés par les pairs de l'industrie.

⁸ Décision, NSUARB-P-111.6, 2010 NSUARB 247, NOVA SCOTIA UTILITY AND REVIEW BOARD, page 8.

⁹ B-0017, GM-2, document 1, réponses 3.1 et 4.1.

¹⁰ B-002, Allégué 12.

L'UMQ est globalement en accord avec les énoncés ci-dessus. **Toutefois, l'UMQ note qu'il y a une incertitude une fois la période d'exemption terminée.**

« D'ici là, la Société continuera de suivre de près les développements au sein de L'IASB (International Accounting Standard Board) ainsi qu'au niveau canadien et modifiera le cas échéant le référentiel comptable utilisé. »¹¹

2.2. L'avenir de la convergence entre les PCGR des États-Unis et les IFRS

Cette section présente une adaptation de l'évaluation faite par Fortis BC Utilities quant à l'avenir de la convergence des PCGR des États-Unis avec les IFRS.¹²

La Security and Exchange Commission (SEC) des États-Unis a enjoint le Financial Accounting Standards Board (FASB) d'envisager une convergence vers les normes internationales dans son processus de développement de nouvelles normes comptables.

En 2010, la SEC a réaffirmé son soutien à un seul ensemble de normes comptables internationales (globally accepted set of accounting standards) et a déclaré qu'elle s'attend à faire connaître sa décision sur l'adoption des IFRS en 2011. De façon réaliste, l'adoption des IFRS par les États-Unis ne se fera pas avant 2015 ou 2016 au plus tôt.

Même si le FASB et la SEC sont sur le chemin de la convergence des PCGR des États-Unis avec IFRS, ils ne se sont pas engagés à adopter intégralement les IFRS comme il en a été le cas au Canada.

L'opinion de l'UMQ est similaire à celle de Fortis BC Utilities qui croit que les enjeux découlant de la comptabilité des entreprises réglementées devraient être résolus avant que les États-Unis puissent adopter les normes IFRS. Il y a une forte opposition aux États-Unis à la non reconnaissance actuelle des actifs

¹¹ B-005, Gaz Métro - 1, document 1, page 5, lignes 28 et suivantes.

¹² Application to Adopt US GAAP Effective January 1, 2012, section 6.

réglementaires par les IFRS. Les utilités américaines ne voudront pas être contraintes de radier les actifs réglementaires comme ce pourrait être le cas actuellement pour les utilités qui passent des PCGR du Canada aux IFRS.

En outre, l'UMQ soumet que l'abolition par l'IASB de la méthode du « corridor » dans l'IAS 19 en date de juin 2011 risque de constituer un obstacle à l'adoption intégrale par les États-Unis des normes IFRS.

L'UMQ soumet qu'il faut, dès maintenant, envisager l'éventualité où l'adoption des IFRS par les États-Unis n'aura pas lieu, avant la fin de l'exemption accordée à certaines entreprises à tarifs réglementés. L'UMQ estime en effet important d'éviter que le recours aux PCGR des États-Unis ne soit pas contre productif dans la mesure où il faudra revenir aux IFRS à la suite de la période d'exemption.

2.3. Quel avenir pour l'utilisation des PCGR des États-Unis par certaines utilités canadiennes?

Comme il en a été question précédemment, l'État canadien délègue à l'Institut canadien des comptables agréés le soin de formuler les principes comptables mis en application lors de l'établissement des états financiers des sociétés de capitaux. L'UMQ soumet qu'il est très peu probable que l'exemption accordée par les autorités compétentes (ACVM et le directeur des corporations) soit prolongée après 2015, sans modification de la Loi par le législateur.

L'UMQ soumet que l'utilisation des PCGR des États-Unis par Gaz Métro doit être considérée comme une mesure transitoire. Éventuellement, les utilités canadiennes, du moins celles qui ne sont pas enregistrées auprès de la SEC, devront préparer leurs états financiers selon les IFRS. **Dans cette optique, l'UMQ soumet que les propositions de Gaz Métro ne doivent pas s'écarter significativement des IFRS.**

Selon Gaz Métro, les traitements réglementaires proposés sont applicables à la fois en vertu des PCGR du Canada, des PCGR des États-Unis et des IFRS (à l'exception des APR et du traitement de certains éléments des avantages sociaux futurs).¹³

L'UMQ soumet que l'adoption des PCGR des États-Unis ne porte pas préjudice à un éventuel passage aux IFRS, que ce passage soit le fait de la convergence des PCGR des États-Unis avec les IFRS ou le fait de la reconnaissance par les IFRS des actifs réglementaires.

¹³ B-005, Gaz Métro - 1, document 1, page 6.

3. Les modifications demandées et leurs incidences réglementaires

3.1. Avantages postérieurs à l'emploi

3.1.1. Demande de Gaz Métro

Gaz Métro demande que les dépenses reliées aux avantages postérieurs soient imputées aux dépenses d'exploitation selon la méthode actuarielle (sur la base des services rendus par les employés), plutôt que sur la base des déboursés réels, tel que c'est le cas en ce moment pour la majorité des régimes de Gaz Métro. Cette modification est applicable de façon rétroactive, avec retraitement du bilan d'ouverture et de l'exercice comparatif, à partir du 1^{er} octobre 2012.¹⁴

3.1.2. Position de l'UMQ

L'UMQ soumet que les incidences réglementaires de cette demande sont importantes. L'UMQ soumet que, par incidence réglementaire, elle ne réfère pas aux montants susceptibles d'être imputés aux dépenses d'exploitation.

Selon les données au dossier (Annexes A et B), l'utilisation de la méthode actuarielle entraînerait une baisse moyenne estimative de la charge actuarielle de 10,2 M\$ par rapport à la charge obtenue selon la méthode des déboursés.¹⁵

Il ne faudrait pas se limiter aux avantages apparents. Étant donné qu'on traverse une période de transition (PCGR du Canada, PCGR des États-Unis, IFRS?), il serait prudent de ne pas sanctionner des traitements réglementaires sur la base de référentiel susceptible d'évoluer du fait de la convergence des PCGR des États-Unis avec les IFRS ou d'être remplacé du fait de l'adoption des IFRS.

L'UMQ reconnaît, sans avoir fait une recherche exhaustive, que diverses propositions par des utilités qui vont utiliser les PCGR des États-Unis ont été soumises à d'autres organismes de réglementation :

¹⁴ B-005, Gaz Métro - 1, document 1, page 9.

¹⁵ B-010, Gaz Métro - 1, document 6.

La proposition d'Hydro-One

Hydro-One propose de maintenir le traitement réglementaire basé sur les déboursés.

« [...] However, under US GAAP, Hydro One Networks' Distribution and Transmission businesses would still report pension costs on a cash basis externally using rate regulated accounting, consistent with the Board's approval to use a cash basis for rate setting. »¹⁶

Les propositions soumises par Fortic BC Utilities semblent s'apparenter à celles soumises par Gaz Métro. Toutefois, dans sa décision, l'organisme de réglementation de la Colombie Britannique ne s'est pas prononcé spécifiquement sur les traitements réglementaires proposés.

L'UMQ recommande à la Régie de maintenir les modalités réglementaires en vigueur applicables aux avantages postérieurs à l'emploi.

En effet, les modalités réglementaires proposées par Gaz Métro, que ce soit à la date de transition ou ultérieurement, transfèrent à la clientèle les risques financiers des régimes de retraite et, selon l'UMQ, l'impact de ces risques ne devrait pas constituer des coûts nécessaires à la prestation du service.

a) À la date de transition

Au soutien de sa position, l'UMQ examine les traitements réglementaires proposés au bilan d'ouverture pour les composantes présentées à la page 19 de la pièce Gaz Métro 1, document 6.

¹⁶ EB-2011-0268 Response (iii) to Board Staff interrogatory #22 List 1.

Comptes de frais ou crédits reportés liés à l'établissement du bilan d'ouverture et au retraitement de l'exercice comparatif	Solde inclus dans la base de tarification au 1 ^{er} octobre 2012	Méthode et période d'amortissement retenue
Écarts actuariels	107,2 M\$	Méthode du corridor
Coûts des services passés	5,9 M\$	Amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs (3 ans)
Actif transitoire net non amorti	(13,0) M\$	Amortissement linéaire sur 5 ans
Écart méthode actuelle et méthode actuarielle (compte déjà existant en vertu des PCGR canadiens, mais hors base de tarification)	32,3 M\$	Amortissement linéaire sur 5 ans
Total des comptes de frais reportés	132,4 M\$⁸	
PTPD⁹	(143,9) M\$¹⁰	S/O

Écarts actuariels; coûts des services passés; actif transitoire net non amorti

La création de trois (3) comptes de frais reportés réglementaires pour les écarts actuariels, les coûts des services passés et l'actif transitoire net non amorti ne pose pas de problème particulier à l'UMQ.

L'UMQ soumet que selon les modalités réglementaires en vigueur, Gaz Métro avait une assurance raisonnable de récupérer ces montants ou de les retourner dans les tarifs futurs.

L'UMQ ne s'opposerait pas à la création de ces comptes de frais reportés réglementaires pour les écarts actuariels, les coûts des services passés et l'actif transitoire non amorti.

L'UMQ soumet que ces comptes de frais reportés réglementaires sont des comptes non monétaires et ne devraient pas être rémunérés. L'UMQ n'est pas convaincue par la réponse du distributeur à cet effet.¹⁷ C'est pourquoi l'UMQ s'oppose à ce que ces comptes de frais reportés soit inclus à la base de tarification et ainsi être rémunérés au taux moyen du capital.

¹⁷ B-0020, Gaz Métro-2, document 3, page 14, réponse 10.2.

Méthode du corridor

Quant au maintien de la « méthode du corridor » pour l'amortissement des écarts actuariels, l'UMQ reconnaît que cette méthode, en dépit de ses failles, est acceptée par les PCGR des États-Unis.

Fondamentalement, la « méthode du corridor » permet de niveler le résultat. Il est révélateur de noter que c'est le seul point sur lequel Gaz Métro a une position arrêtée, dans l'éventualité « hypothétique » d'un passage aux IFRS à la fin de l'exemption :

« Pour Gaz Métro, en vertu des PCGR des États-Unis, les gains et pertes actuariels seront comptabilisés à titre de frais reportés plutôt que d'être comptabilisés dans l'avoir des associés, sans affecter les résultats, tel que prévu en vertu des IFRS. Considérant la nature de ce compte, toutefois, dans la situation hypothétique d'une conversion aux IFRS sans APR, Gaz Métro conserverait le traitement en vertu des PCGR des États-Unis qui fait l'objet de la présente demande, c'est à dire :

Réglementaire : Comptabilisation à titre de frais reportés amortis selon la méthode du corridor.

Statutaire : Comptabilisation à l'avoir des associés (cumul des autres éléments du résultat global) sans amortissement ultérieur. »¹⁸

Toutefois, l'inclusion de ce compte à la base de tarification jumelée au maintien de la « méthode du corridor » présente deux inconvénients:

1. l'amortissement complet du compte risque de s'étirer et ainsi augmenter les frais financiers;

¹⁸ B-0017, Gaz Métro 2, document 1, réponse 10.1.

2. il y aurait une possibilité de rendement additionnel, récupéré dans les tarifs, en sus du rendement obtenu par la caisse de retraite sur les marchés financiers.

Le deuxième point amène une autre considération. Gaz Métro a jugé que le statut contributif ou non d'un régime de retraite n'entre pas en ligne de compte dans le choix de son traitement comptable.¹⁹ Il y a là matière à débat. **En autant que les actifs de la caisse de retraite sont constitués en partie des cotisations versées par les employés²⁰, il est légitime de se demander pourquoi la clientèle devrait bonifier le rendement obtenu par ces actifs sur les marchés financiers étant donné qu'une partie de ces mêmes actifs « n'appartient » pas à Gaz Métro.**

Finalement, l'UMQ soutient que la politique d'investissement de la caisse de retraite et la composition des actifs n'ont jamais été soumis à l'examen des parties prenantes.

Écart méthode actuelle et méthode actuarielle

L'UMQ s'oppose à ce que ce compte soit inclus à la base de tarification.

b) Après la date de transition

Gains et pertes actuariels

Demande de Gaz Métro

Pour les fins de l'établissement des tarifs, Gaz Métro demande à la Régie de comptabiliser, à compter du 1^{er} octobre 2012, les gains et pertes actuarielles subséquents dans un compte de frais reportés qui serait inclus dans la base de tarification, afin de les récupérer ou les retourner dans les tarifs futurs et d'approuver la méthode du corridor pour l'amortissement de celui-ci.²¹

¹⁹ B-0020, Gaz Métro- 2, document 3,1 réponse 7.1.

²⁰ Il semble à l'UMQ que certains des régimes de retraite sont contributifs. L'UMQ n'a pas réussi à déceler s'ils le sont tous.

²¹ B-0010, Gaz Métro - 1, document 6, page 14.

Position de l'UMQ

L'UMQ a soumis plus haut que selon les modalités réglementaires en vigueur, Gaz Métro avait une assurance raisonnable de récupérer les gains et pertes actuariels non amortis ou les retourner dans les tarifs futurs.

Toutefois, l'UMQ ne voit pas en quoi les gains et pertes actuariels, quelle que soit leur nature, devraient constituer des composantes du coût de service devant être supporté par la clientèle après la date de transition. À la rigueur, les ajustements liés à l'expérience auraient pu être supportés par la clientèle, mais les gains et pertes sur les actifs de la caisse détenus en fiducie ne devraient pas être à la charge de la clientèle.

Les motifs invoqués ci-haut à l'encontre de l'inclusion dans la base de tarification du compte de frais reportés relatifs aux écarts actuariels passés non comptabilisés trouvent application dans le refus de l'UMQ de considérer les gains et pertes actuariels comme des composantes du coût de service.

L'UMQ demande à la Régie de refuser le traitement réglementaire proposé par Gaz Métro.

Coûts des services passés

Demande de Gaz Métro

Considérant son environnement réglementaire, pour les fins de l'établissement des tarifs, Gaz Métro demande à la Régie de comptabiliser, à compter du 1er octobre 2012, les coûts des services passés subséquents dans un compte de frais reportés qui serait inclus dans la base de tarification, afin de récupérer ces coûts dans les tarifs futurs selon la durée estimative moyenne d'activité des employés du régime au moment où l'adoption ou les modifications aux régimes ont été effectuées, conformément aux exigences du sujet FASB ASC 715.²²

²² B-0010, Gaz Métro 1, document 6, page 14.

Position de l'UMQ

Selon la compréhension de l'UMQ, le coût des services passés découle de modifications apportées aux dispositions d'un régime; ces modifications s'appliquent aux services passés. L'UMQ comprend que les effets de ces modifications seraient examinés éventuellement dans un dossier tarifaire. Le mérite de ces modifications pourrait alors être établi. Par conséquent, **l'UMQ soumet qu'il est prématuré d'en faire une disposition d'ordre général.**

3.2. Conclusion sur les modalités réglementaires applicables aux avantages postérieurs à l'emploi

L'UMQ n'a pas eu pour objectif de proposer un traitement réglementaire alternatif. L'UMQ a voulu démontrer comment certaines demandes de Gaz Métro, plus spécifiquement l'inclusion à la base de tarification de certains comptes de frais reportés, étaient susceptibles d'engendrer des coûts additionnels pour la clientèle et de lui transférer certains risques.

L'UMQ n'exclut pas que le traitement en vigueur, dont elle demande le maintien, continue à faire supporter certains risques à la clientèle. Toutefois, l'UMQ soumet que dans une période de transition, il est prudent de maintenir le statu quo.

4. Modification comptable liée aux vacances accumulées

4.1. Demande de Gaz Métro

Gaz Métro demande qu'à compter du 1^{er} octobre 2012, la charge annuelle de vacances pour inclusion dans le coût de service soit établie selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Gaz Métro demande aussi l'inclusion dans la base de tarification d'un compte de frais reportés comprenant entre autres, l'effet lié aux vacances accumulées en date du 1^{er} octobre 2012.²³

4.2. Position de l'UMQ

L'UMQ se déclare satisfaite de la conformité de la demande de Gaz Métro aux normes comptables pertinentes, elle recommande à la Régie l'acceptation des modalités réglementaires proposées par Gaz Métro.

²³ B-0009-Gaz Métro - 1, document 5, page 9.

5. Modification comptable liée au début et à la fin de l'amortissement des frais de développements informatiques

5.1. Demande de Gaz Métro

À partir du 1er octobre 2012, de façon prospective, pour les fins de ses rapports financiers statutaires, Gaz Métro utilisera la méthode de début d'amortissement à compter du premier jour du mois suivant la mise en service et cessera de cumuler l'amortissement le dernier jour du mois de la mise hors service. Gaz Métro demande à la Régie que le traitement réglementaire soit harmonisé à cette méthode.²⁴

5.2. Position de l'UMQ

L'UMQ se déclare satisfaite de la conformité de la demande de Gaz Métro aux normes comptables pertinentes, elle recommande à la Régie l'acceptation de la modalité réglementaire proposée par Gaz Métro.

²⁴ B-0008, Gaz Métro - 1, document 4, page 6.

6. Modification comptable liée au début et à la fin de l'amortissement des immobilisations corporelles

6.1. Demande de Gaz Métro

À partir du 1er octobre 2012, Gaz Métro demande à la Régie d'établir la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles en débutant l'amortissement à compter du premier jour du mois suivant la mise en service et de cesser l'amortissement le dernier jour du mois de la disposition ou de la mise hors service des immobilisations.²⁵

6.2. Position de l'UMQ

L'UMQ se déclare satisfaite de la conformité de la demande de Gaz Métro aux normes comptables pertinentes, elle recommande à la Régie l'acceptation de la modalité réglementaire proposée par Gaz Métro.

²⁵ B-0007, Gaz Métro – 1, document 3, page 8.

7. Modification comptable liée à l'étape clé identifiant le début de la capitalisation

7.1. Demande de Gaz Métro

Gaz Métro demande d'harmoniser, à partir du 1^{er} octobre 2012 et de façon prospective, le traitement réglementaire avec le traitement comptable qui sera appliqué pour les fins des états financiers statutaires en regard des éléments pouvant être capitalisés en tant qu'immobilisations corporelles. Ainsi, Gaz Métro demande que les frais engendrés avant l'étape clé d'approbation d'un projet, qui sont actuellement comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles, soient plutôt comptabilisés aux dépenses d'exploitation dans le coût de service lorsqu'ils sont encourus.²⁶

7.2. Position de l'UMQ

La position de l'UMQ s'appuiera sur l'IAS 16. En tenant compte du fait que la norme IFRS est, sous cet aspect précis, presque identique aux PCGR des États-Unis, la position de l'UMQ n'est pas tributaire de la norme choisie.

Le paragraphe 22 de l'IAS 16 aborde la situation usuelle de Gaz Métro qui construit des immobilisations non destinées à la vente pour son propre compte.

«Le coût d'un actif produit par l'entité pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour un actif acquis. [...]»²⁷

Le paragraphe 7 de l'IAS 16 précise les conditions de capitalisation du coût.

« Le coût d'une immobilisation corporelle doit être comptabilisé en tant qu'actif si, et seulement si :

(a) il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet élément iront à l'entité ; et

²⁶ B-0006, Gaz Métro – 1, document 2, page 9.

²⁷ Normes internationales d'information financière, IAS 16, par.22.

(b) le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. » (soulignés de l'UMQ)

L'évaluation de « probable » est laissée au jugement du comptable. L'UMQ soumet que les coûts encourus à la phase initiale de l'étude de faisabilité d'un projet d'investissement devraient être passés aux charges étant donné que les avantages économiques futurs sont incertains.

L'étape d'estimation et de planification qui est présentée à la page 7 de la pièce B-0006, Gaz Métro – 1, document 2 peut être assimilée à une étude de faisabilité.

Au point de vue réglementaire, le traitement présente l'avantage de ne pas rémunérer ces coûts et diminue les coûts ultimement supportés par la clientèle. En contrepartie, la marge brute d'autofinancement (cashflow) de Gaz Métro se trouve quelque peu améliorée. L'UMQ comprend que si un projet venait à être « désalloué », les charges afférentes ou un proxy le seront tout aussi.

L'UMQ se déclare satisfaite de la conformité de la demande de Gaz Métro aux normes comptables pertinentes, elle recommande à la Régie l'acceptation de la modalité réglementaire proposée par Gaz Métro.

8. Conclusion

L'UMQ recommande à la Régie d'accepter toutes les propositions de Gaz Métro à l'exception de celles afférentes aux avantages postérieurs à l'emploi. Dans ce dernier cas, l'UMQ recommande le maintien du traitement réglementaire en vigueur.